

Dans le n° 64 - Janvier 2016 – Achats

Un potentiel d'économie à exploiter pour les EHPAD



Faire les achats d'une entreprise, fut-elle une maison de retraite ou un foyer-logement, met le directeur en face de ses responsabilités : acheter soi-même, faire appel à un professionnel averti, s'adresser à une centrale de référencement, s'associer avec un groupement d'achat ?

Notre dossier interroge les stratégies des différents acteurs du secteur des maisons de retraite et passe en revue les moyens d'optimiser ses achats au long de 5 articles documentés :

- Achats : un potentiel d'économies à exploiter
- les bonnes pratiques "Améliorer sa stratégie d'achats : paroles d'experts". Les 12 règles d'or pour des achats efficaces.
- Centrales de référencement : quels avantages ? (interview de 3 directeurs achats de centrales de référencement)
- Directions achats: le juste prix pour le juste besoin (interview de Catherine Podeur, cheffe du service logistique et achats du CASVP, et de Thierry Guérard, directeur des achats du groupe Orpéa)
- achats responsables : des économies à long terme (Témoignage de Jacques Drevon, directeur de la résidence Marie Romier - 42)

Achats responsables : des économies à long terme

Par Elliott Cerin



Dans un contexte où la priorité de la majorité des directeurs d'EHPAD est de réaliser des économies immédiates, certains font le choix d'une stratégie à long terme en optant pour une politique d'achats responsables. Témoignage de Jacques Drevon, directeur de la résidence Marie Romier à la Talaudière (Loire).

Votre établissement a participé à la recherche-action ADD'AGE (Action Développement Durable au service du grand AGE) portée par la FNAQPA. Vous avez notamment mis en place une politique d'achats responsables. Quel a été le déclic?

La résidence Marie Romier a été reconstruite en juin 2012 sur un autre site dans un bâtiment à haute performance énergétique. Nous étions donc déjà engagés dans une démarche de développement durable avec notamment le tri des déchets. C'est donc tout naturellement que notre établissement a été volontaire pour participer au programme ADD'AGE. Par ailleurs, en tant que citoyen, je suis très sensible à titre personnel à la protection de l'environnement.

Que répondez-vous à ceux qui pensent que "les achats durables, c'est plus cher"?

Il faut sortir d'une approche de court terme, axé sur le coût immédiat. Le prix n'est pas le seul critère à prendre en compte. Il faut raisonner en terme de coût global dans le processus d'achat. Ce qui n'est pas toujours simple à estimer. Penser acheter moins cher sans tenir compte de la durée de vie du produit, des coûts secondaires liés au traitement des déchets générés ou de la maintenance est un mauvais calcul économique. Par exemple, pour réduire la consommation d'énergie de l'EHPAD, nous avons changé nos ampoules basse-consommation pour des ampoules LED qui ont une durée de vie de 7 à 10 ans. Elles sont plus chères à l'achat mais ce coût sera amorti en trois ans. Les économies générées seront réinvesties dans du matériel de nettoyage vapeur, qui générera à son tour des économies en produits d'entretien. Au niveau de l'alimentation, l'EHPAD a fait le choix d'être livré par un seul camion par semaine pour le frais, les surgelés et l'épicerie sèche. Ce sont des produits d'origine France de qualité afin d'avoir moins de perte et de gaspillage alimentaire.

Quelle réflexion stratégique avez-vous menée en interne pour mettre en place cette nouvelle façon d'acheter?

J'ai établi la cartographie des achats avec les différents prescripteurs internes, la secrétaire pour le matériel de bureautique, l'ouvrier d'entretien pour les produits d'hygiène des locaux, la cadre de santé pour les dispositifs médicaux, le chef cuisinier pour l'alimentation. Le personnel de l'EHPAD a été sensibilisé à notre démarche achats responsables, tout comme les résidents dans le cadre du conseil de la vie sociale. Du côté des fournisseurs, une charte de partenariat avec les fournisseurs a été établie afin de travailler sur les critères éco-responsables. Les premiers résultats de cette

politique d'achats responsables devraient être visibles début 2016. La recherche-action ADD'AGE est arrivée à son terme mais elle aura servi de lanceur de la fusée.